

Bulletin d'information du Canada sur la traite de personnes

ISSN 2291-8191

NUMÉRO 6 JUILLET 2014

BÂTIR UN CANADA SÉCURITAIRE ET RÉSILIENT

Organisation en vedette

COALITION TERRE-NEUVIENNE DE LUTTE CONTRE LA TRAITE DE PERSONNES

La Coalition terre-neuvienne de lutte contre la traite de personnes (Newfoundland Coalition Against Human Trafficking), fondée en 2007 sous le nom de « Comité terre-neuvien de lutte contre la traite de personnes » (Newfoundland Human Trafficking Committee), a été constituée en société en novembre 2013. La Gendarmerie royale du Canada (GRC), la Force constabulaire royale de Terre-Neuve, l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), Citoyenneté et Immigration Canada (CIC), divers organismes gouvernementaux et non gouvernementaux œuvrant auprès des victimes de la traite de personnes, le Centre d'amitié autochtone de St. John's, l'Association for New Canadians, l'administration de l'aéroport international de St. John's et différents ordres religieux font partie de cette coalition d'environ 35 membres.

La Coalition mène surtout des activités d'éducation et de sensibilisation dans la province. En octobre 2013, elle a lancé à St. John's la semaine de la sensibilisation sur la traite de personne, une initiative appuyée par le maire, les conseillers et les deux chefs de police. Durant cette semaine, des tables placées à différents endroits stratégiques dans la ville servaient à la diffusion publique d'information et de documentation.

Du 7 au 9 avril 2014, la Coalition a organisé à Terre-Neuve une conférence sur la traite de personnes qui a réuni environ 115 participants. La conférencière principale était l'honorable Joy Smith (députée) et des membres de la GRC, un expert-formateur international ainsi que des fournisseurs locaux de services d'aide aux victimes ont aussi pris la parole.

La Coalition souhaite organiser des discussions et des rencontres avec les intervenants jusqu'à ce qu'elle ait atteint son objectif, soit de faire de la collectivité un endroit plus sécuritaire.

Dans ce numéro

- Organisation en vedette : *Coalition terre-neuvienne de lutte contre la traite de personnes*
- Formation et activités
- Nouvelles du gouvernement du Canada
- Dans les régions
- Bilan des examens législatifs/réglementaires
- Occasions de financement
- Études et publications

Pour en savoir plus sur la Coalition et ses efforts, communiquez Dolly Sweetapple à l'adresse suivante : Dolly.Sweetapple@can.salvationarmy.org.

Formation et activités

LANCEMENT DE LA MISE À JOUR DU PROGRAMME DE FORMATION EN LIGNE SUR LA TRAITE DE PERSONNES DU OCTIP

Le 14 avril 2014, l'honorable Steven Blaney, ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, et l'honorable Suzanne Anton, procureure générale et ministre de la Justice de la Colombie-Britannique, ont fait l'éloge du **Bureau de lutte contre la traite de personnes en Colombie-Britannique (OCTIP)** pour le lancement de son cours de formation en ligne mis à jour qui vise à renforcer la capacité des premiers intervenants et des fournisseurs de services dans le but d'appuyer les victimes de la traite des personnes.

La deuxième édition de *Traite de personnes : le Canada n'est pas à l'abri* vise à fournir une formation aux fournisseurs de services de première ligne et aux premiers intervenants partout au Canada pour les aider à identifier les victimes de la traite, appuyer ces



Public Safety
Canada

Sécurité publique
Canada

Canada

personnes et à les orienter vers des services d'aide et de protection appropriés.

La mise à jour de la formation en ligne, offerte en anglais et en français, a été faite grâce à un accord de contribution avec Sécurité publique Canada (SP).

Pour lire le communiqué :

<http://nouvelles.gc.ca/web/article-fr>.

Pour accéder au cours de formation en ligne :

<http://www.pssg.gov.bc.ca/octip/training.htm>.

MARCHE POUR LA LIBERTÉ 2014

Les préparatifs sont en cours pour la cinquième édition annuelle de la marche pour la liberté de **[free-them]** qui aura lieu le samedi 27 septembre 2014 à Toronto. Cette année, [free-them] ajoute une deuxième marche qui se tiendra simultanément à Ottawa; Personnes en action contre la traite des personnes (PACT) – Ottawa est le principal organisme appuyant l'objectif d'organiser deux marches en même temps.

Le but de l'organisation [free-them] est de créer une voix unifiée pour lutter contre la traite de personnes, peu importe l'endroit, et en septembre, cette vision se concrétisera. La période d'inscription débutera bientôt. Renseignements : www.freethem.ca.

POSSIBILITÉS DE FORMATION – COMPRENDRE LES ENFANTS/JEUNES VICTIMES D'EXPLOITATION/DE TRAITE SEXUELLE ET TRAVAILLER AVEC EUX

L'initiative **Defend Dignity** et la division de Saskatoon de l'**Armée du Salut** offrent la formation internationalement acceptée *Understanding and Working with Children and Youth Who Have Been Sexually Exploited/Trafficked*.

Environ 90 % de ce programme très interactif a été créé par des survivants de la traite de personnes du Manitoba. La formation a été conçue en pensant aux organismes d'application de la loi, aux fournisseurs de services de première ligne, aux intervenants en services d'aide sociale à l'enfance et aux travailleurs sociaux et comprend deux volets qui seront présentés à Saskatoon du 3 au 5 novembre 2014 (volet 1) et du 17 au 19 novembre 2014 (volet 2).

Pour obtenir plus de renseignements sur la formation et pour connaître les prochaines activités organisées à

Saskatoon, consultez le site Web de l'initiative Defend Dignity : www.defenddignity.ca.

INITIATIVE EN LIGNE POUR LUTTER CONTRE L'ESCLAVAGE MODERNE (ONTARIO)

Avec le soutien financier des Services aux victimes du ministère de la Procureure générale de l'Ontario ainsi que l'aide de survivants de la traite des personnes, d'organismes d'application de la loi et de fournisseurs de services de première ligne, [MCIS Services linguistiques](#) a créé un programme de formation en ligne unique et complet aidant les fournisseurs de services à lutter contre la traite de personnes au Canada.

Les prestataires peuvent suivre totalement ou partiellement la formation modulaire de 10 heures offerte en ligne, en français et en anglais : www.aiderlesvictimesdelatraitedepersonnes.org www.helpingtraffickedpersons.org.

Le programme de formation comprend :

- neuf modules de formation interactive en ligne suivis de brefs questionnaires pour les fournisseurs de services (format PDF);
- une trousse pour les fournisseurs de services (format PDF);
- des liens vers d'autres ressources et renseignements;
- un forum en ligne où les participants peuvent discuter entre eux de questions liées à la formation et au réseau.

La formation, offerte aux intervenants le 29 janvier 2014, compte déjà plus de 900 inscriptions. Durant les cinq premiers mois, près de 500 participants l'ont réussie totalement ou partiellement.

Pour obtenir de l'information ou un soutien technique, composez le 416-467-3096 ou écrivez à support@helpingtraffickedpersons.org.

Nouvelles du gouvernement du Canada

MATÉRIEL DE SENSIBILISATION SUR LA TRAITE DE PERSONNES OFFERT DANS LES POINTS D'ENTRÉE

En appui au Plan d'action national de lutte contre la traite de personnes, l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) a collaboré avec SP et la GRC pour créer du matériel de sensibilisation destiné aux ressortissants étrangers potentiellement vulnérables à la traite de personnes et le mettre à leur disposition aux points d'entrée. La brochure de sensibilisation a été traduite dans huit langues (anglais, français, espagnol, chinois simple, russe, hongrois, roumain et pendjabi) et présente les coordonnées de l'organisme avec qui les victimes peuvent communiquer en cas d'urgence. Elle est disponible dans les aires d'attente publique des points d'entrée et les salles d'entrevue au secondaire.

La brochure (<http://www.cbsa-asfc.gc.ca/publications/pub/bsf5158.pdf>) est offerte en format PDF imprimable.

Pour obtenir plus d'information, communiquez avec Christine Achakji (Christine.Achakji@cbsa-asfc.gc.ca).

LE CENTRE NATIONAL DE COORDINATION CONTRE LA TRAITE DE PERSONNES DE LA GRC LANCE LE PROJET SAFEKEEPING, UNE ÉVALUATION NATIONALE DE LA MENACE

Le Centre national de coordination contre la traite de personnes (CNCTP) de la GRC a récemment lancé le **projet SAFEKEEPING**, une évaluation nationale de la menace liée à la traite intérieure des personnes à des fins d'exploitation sexuelle.

Le but du projet SAFEKEEPING est d'évaluer la nature et l'ampleur de ce crime au Canada. Les conclusions du rapport définissent les caractéristiques des trafiquants et des victimes, les vulnérabilités des victimes, et le *modus operandi* des trafiquants. Le rapport présente aussi des aperçus provinciaux des activités intérieures de traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle, les lacunes actuelles et les défis liés aux enquêtes sur ce crime. En général, les constats du projet SAFEKEEPING appuient les organismes d'application de la loi, fournisseurs de

services et organismes gouvernementaux et non gouvernementaux dans leur lutte contre ce crime.

Pour obtenir plus de renseignements ou un exemplaire du rapport, communiquez avec le CNCTP à htncc-cnctp@rcmp-grc.gc.ca ou au 1-855-850-4640.

SP CRÉÉ UN SITE SHAREPOINT SUR LA TRAITE DE PERSONNES

Sécurité publique Canada (SP) a mis sur pied un **site SharePoint sur la traite de personnes** pour aider les intervenants luttant contre la traite de personnes à promouvoir et à faciliter la sensibilisation, l'échange d'information et la coopération à ce sujet. Tous les ordres de gouvernement ainsi que les fournisseurs de services de première ligne, les organismes à but non lucratif, les entreprises privées et ceux qui ont participé au Forum national sur la traite de personnes peuvent accéder au site. En outre, SP a reçu l'autorisation nécessaire et a affiché dans le site les présentations du Forum national sur la traite de personnes tenu en janvier 2014. Pour accéder au site, présentez une demande de nom d'utilisateur et de mot de passe à htt.gttp@ps-sp.gc.ca.

Dans les régions

QUEST DU CANADA

TABLE RONDE DYNAMIQUE ET NOUVELLES AFFICHES POUR MARQUER LA FIN D'UN PROJET D'UN AN SUR LA TRAITE DE TRAVAILLEURS

Le 5 mars 2014, le **Bureau de lutte contre la traite de personnes en Colombie-Britannique (OCTIP)**, en collaboration avec la West Coast Domestic Workers Association et l'International Centre for Criminal Law Reform, a tenu une table ronde dynamique d'une journée sur la traite de travailleurs. Parmi les membres du groupe de discussion, des universitaires, des procureurs fédéraux en chef en matière de traite de travailleurs et des représentants d'organismes de services. Plus de 40 participants ont discuté et formulé des idées sur la prévention de la traite des aides familiaux résidents.

On a aussi fait des recommandations de collaboration liée à des enjeux plus vastes touchant la traite de travailleurs en Colombie-Britannique et surtout visant l'augmentation des enquêtes et condamnations connexes. Cette table ronde marquait la fin de *Preventing Labour Exploitation and Trafficking of Live-in-Caregivers*, un projet d'un an financé par le gouvernement du Canada par l'intermédiaire de WelcomeBC. Dans le cadre de ce projet, la West Coast Domestic Workers Association a offert des séances de formation juridique aux aides familiaux résidents et fournisseurs de services de 14 collectivités britanno-colombiennes. En outre, une affiche a été créée pour sensibiliser les gens sur la traite de nourrices et elle a été traduite dans plusieurs langues (filipino, espagnol, pendjabi et chinois).

Cliquez [ici](#) pour voir la version anglaise de l'affiche. Pour obtenir plus de renseignements sur ce projet ou pour commander une affiche, écrivez à octip@gov.bc.ca. Un résumé de la table ronde sera bientôt affiché dans le site Web du Bureau.

ONTARIO

STOP HUMAN TRAFFICKING COMMITTEE DE WATERDOWN

Établi dans le couvent Notre-Dame, à Waterdown (Ontario), le **Stop Human Trafficking Committee** est composé de sœurs des Sœurs des écoles de Notre-Dame et de bénévoles.

Depuis dix ans, les 14 membres du comité offrent des séances de sensibilisation sur la traite de personnes auprès de divers groupes dont des travailleurs sociaux, des élèves du secondaire, des universitaires, des groupes de paroisse et des groupes d'hommes et de femmes. Les séances sont axées sur la définition de ce qu'est la traite de personnes, les endroits où elle se produit, les causes fondamentales de ce crime et la façon d'identifier les victimes. Les séances commencent par une prière ou une période de réflexion. Du matériel et des livres sont offerts pour des études futures. Les séances montrent une présentation multimédia composée de diapositives (PowerPoint) et de vidéos des Nations Unies et de la GRC. Le comité fait le suivi des cas locaux de traite de personnes à des fins d'études lors des séances.

Chaque année, le comité organise une conférence à laquelle participe au moins un orateur. La conférence

de cette année, *Voice of Survivors – Journey Into Hope*, a eu lieu le 26 avril à Burlington, en Ontario.

TABLE RONDE – RENFORCER LA COLLABORATION POUR LUTTER CONTRE LA TRAITE DE PERSONNES À TORONTO

Le **Réseau de lutte contre la traite de personnes de Toronto** a organisé, à Toronto, des tables rondes animées par des membres du **Centre de réfugiés des Fidèles Compagnes de Jésus** et intitulées *Building Collaboration to Combat Human Trafficking in the City of Toronto*. Ces activités sont présentées grâce au soutien financier de la Ville de Toronto.

Le principal objectif de ces activités est d'établir et de favoriser des relations entre les intervenants multisectoriels et d'élaborer un modèle d'intervention en cas de traite de personnes pour aider à la prestation de services et à la protection des victimes en tenant compte des particularités de la région de Toronto.

Ces tables rondes ont rassemblé des intervenants de la santé, des représentants de la ville, des universitaires ainsi que des membres d'organismes de règlement, de la Société d'aide à l'enfance, du service de police de Toronto, de la Police provinciale de l'Ontario, d'associations de travailleurs migrants, de groupes confessionnels et de la collectivité pour échanger de l'information et discuter des pratiques prometteuses en matière de collaboration. La rétroaction obtenue de la part des participants a joué un rôle important dans l'élaboration du modèle d'intervention en cas de traite de personnes, généré par le Réseau, qui a été terminé lors de la dernière table ronde le 5 mai 2014, à Toronto.

Le modèle sera un outil essentiel pour gérer globalement à l'aide d'un cadre antiracisme et antioppression les besoins complexes liés aux victimes de la traite de personnes. Le rapport sommaire et le rapport d'évaluation découlant des tables rondes peuvent être consultés dans le site Web du Centre de réfugiés des Fidèles Compagnes de Jésus : <http://www.fcjrefugeecentre.org/> (anglais seulement).

LE POINT SUR LES SERVICES D'AIDE AUX VICTIMES DE WALK WITH ME CANADA

Le gala *Journey to Freedom* tenu en janvier par l'organisme d'aide aux victimes **Walk With Me** lui a

permis de souligner les démarches de certains intervenants clé de la collectivité d'application de la loi qui effectuent un travail exceptionnel dans la lutte contre la traite de personnes. Parmi les invités spéciaux : Michael Clemons et Diane Clemons; Chris Lewis, commissaire de la Police provinciale de l'Ontario (PPO); W. Scott Tod, sous-commissaire de la PPO; Tom Girling, surintendant de la PPO; Glenn De Caire, chef du service de police de Hamilton; Jennifer Evans, chef du service de police régional de Peel; Dan McDonald, chef adjoint du service de police régional de Peel; Brian Osborn, surintendant du service de police régional de Durham; Brenda Halloran, mairesse de la région du Waterloo; et l'honorable Joy Smith, députée fédérale. Des membres des services de police régionaux de Halton et de Niagara, de la GRC et du service de police de Waterloo étaient aussi présents pour montrer leur appui.

En 2014, le service d'aide aux victimes de Walk With Me est déjà intervenu auprès de 20 victimes de la traite. Reconnaisant le besoin croissant pour ses services, l'organisme est heureux d'offrir, au printemps, une séance améliorée de formation des bénévoles. Walk With Me offre plus de 40 heures de formation sur la traite de personnes et la psychologie du traumatisme ainsi que sur des sujets comme l'intervention en cas de crise, les agressions sexuelles/la violence familiale, la prévention du suicide et la planification de la sécurité. Après avoir suivi et réussi la formation, les bénévoles pourront contribuer au travail de première ligne et au soin des victimes des foyers d'hébergement.

Pour en savoir plus sur le bénévolat, écrivez à : Clem@walk-with-me.org.

QUATRIÈME CONFÉRENCE ANNUELLE DE L'ALLIANCE AGAINST MODERN SLAVERY METTANT EN VEDETTE DE GRANDS EXPERTS

Toronto (Ontario), le 14 juin 2014 – Des survivants de la traite de personnes, des organismes d'application de la loi, des organisations non gouvernementales, des membres de la collectivité, des chercheurs... se sont rassemblés au YMCA de Toronto-Centre (20, rue Grosvenor) pour la quatrième conférence annuelle de l'**Alliance Against Modern Slavery** (AAMS), intitulée *Slavery Here, Slavery There*.

Judie Oron, auteure de *Cry of the Giraffe*, a raconté son passage en Éthiopie, un pays ravagé par la guerre, pour sauver sa fille de l'esclavage et Simon Chorley, gestionnaire des programmes internationaux d'UNICEF Canada, a parlé de la protection des enfants contre la traite de personnes. Quant à eux, Stephen Hicks et Glenn Jones du service de police de Toronto ont discuté des leçons apprises dans le cadre de la lutte contre la traite de personnes dans la région du Grand Toronto, où huit personnes ont été arrêtées pour ce crime le 9 juin 2014. Natalya Timoshkina, enseignante en travail social à l'université Lakehead, a présenté d'importants constats scientifiques sur la traite de personnes du bloc soviétique au Canada. De plus, les militantes primées des droits de la personne Loly Rico (Centre de réfugiés des Fidèles Compagnes de Jésus), Deepa Mattoo (South Asian Legal Clinic of Ontario) et Michele Anderson (Covenant House Toronto) ont fait part de leurs connaissances et stratégies sur le terrain relativement au travail avec des survivants de la traite de personnes en Ontario.

Lors de la conférence, l'AAMS a aussi présenté le rapport *The Incidence of Human Trafficking in Ontario*, soit un travail de recherche novateur sur la traite de personnes en Ontario et dont fait mention la section « Études et publications » du présent bulletin.

Cette activité d'une journée a fait appel au service de traiteur ChocoSol Traders dont des représentants étaient sur place pour ceux intéressés à acheter du chocolat qui n'a pas été fabriqué grâce à l'esclavage. Le musicien Jeff Gunn a aussi donné un spectacle.

LA VILLE DE TORONTO PREND DES MESURES CONCRÈTES POUR PRÉVENIR LA TRAITE DE PERSONNES

Le 16 décembre 2013, la Ville de Toronto est passée à l'histoire en termes de lutte contre la traite de personnes lorsque le Conseil municipal a adopté huit initiatives pour contrer la traite des personnes à Toronto. Après avoir collaboré avec la Ville pendant deux ans, le Groupe de travail sur la traite de personnes (intervenants) se réjouit que la Ville passe à l'action et adopte toutes les initiatives présentées.

Conçues pour établir des politiques et offrir de la formation à Toronto, ces initiatives efficaces représentent d'énormes progrès pour le mouvement torontois de lutte contre la traite de personnes.

Ces mesures municipales montrent qu'il est préférable de lutter contre la traite de personnes à tous les ordres de gouvernements. Ces mesures n'auraient pu être prises sans : le Plan d'action national de lutte contre la traite de personnes (fédéral); le Groupe de travail sur la traite de personnes; le Comité consultatif sur la traite de personnes du gouvernement de l'Ontario, appuyé par le ministère de la Procureure générale; le Réseau de lutte contre la traite de personnes de Toronto, coordonné par le Centre de réfugiés FCJ; l'Ontario Coalition Against Human Trafficking, coordonnée par l'AAMS; le projet de lutte contre la traite des personnes au Canada de l'initiative des femmes du club Rotary de Toronto; Streetlight Support Services; [free-them]; le Groupe de travail national sur la traite de filles et de jeunes femmes au Canada, dirigé par la Fondation canadienne des femmes; et bien d'autres intervenants.

Pour obtenir des renseignements sur la décision du Conseil municipal et les huit initiatives : <http://app.toronto.ca/tmmis/viewagendaitemhistory.do?item=2013.ex36.13>.

LA FONDATION CANADIENNE DES FEMMES S'ASSOCIE AU CENTRE TO END ALL SEXUAL EXPLOITATION (CEASE)

C'est illégal, cela va à l'encontre des droits de la personne et c'est une forme de violence extrême contre les femmes. **La Fondation canadienne des femmes** s'est engagée à mettre fin à la traite de femmes et de filles à des fins d'exploitation sexuelle au Canada.

Dans le cadre de cet engagement, la Fondation apporte un soutien financier au Centre to End all Sexual Exploitation (CEASE), à Edmonton (Alberta). Le CEASE offre des services de soutien et d'aiguillage ainsi que des ateliers et des retraites pour les femmes victimes d'exploitation sexuelle, du trafic illégal des femmes, de violence ou de troubles de stress post-traumatique (TSPT) complexes. Durant la période de rétablissement, le CEASE insiste sur la dignité et le respect et intègre une sensibilité aux réalités culturelles et autochtones aux services de soutien offerts.

Ce projet connaît du succès. Selon un des clients : « Les consultations offrent un milieu sécuritaire où quelqu'un vous écoute, vous accepte tel que vous êtes

et vous guide. Ces services m'ont permis de donner un sens à ma vie. Je peux désormais contribuer à la société; je suis de nouveau moi-même. »

Le financement s'insère dans une stratégie plus vaste estimée à 2 millions de dollars et mise en œuvre durant la prochaine année par la Fondation canadienne des femmes. Les fonds sont investis dans des programmes qui aident les femmes et les filles à se libérer de l'exploitation sexuelle et à refaire leur vie ainsi que dans des recherches et dans le Groupe de travail national sur la traite de filles et de jeunes femmes au Canada qui regroupe des spécialistes, des survivants et des dirigeants communautaires.

Pour en savoir plus sur les efforts de la Fondation canadienne des femmes pour mettre fin à la traite de personnes : <http://www.canadianwomen.org/fr/traite>.

Bilan des examens législatifs/réglementaires

Le projet de loi d'initiative parlementaire C-452, *Loi modifiant le Code criminel (exploitation et traite de personnes)*, a été adopté à la Chambre des communes le 26 novembre 2013 et débattu en deuxième lecture au Sénat le 10 juin 2014. Il propose la modification du *Code criminel* pour y inclure la concurrence des peines pour les infractions liées à la traite de personnes et pour créer une présomption en ce qui a trait à l'exploitation d'une personne par une autre. Il propose aussi d'ajouter la traite de personnes à la liste des infractions auxquelles la confiscation des produits de la criminalité s'applique.

Pour obtenir plus de renseignements : <http://www.parl.gc.ca/LEGISinfo/BillDetails.aspx?Mo de=1&billId=6254142&Language=F>.

Le 4 juin 2014, le ministre de la Justice a déposé à la Chambre des communes le **projet de loi C-36, *Loi modifiant le Code criminel pour donner suite à la décision de la Cour suprême du Canada dans l'affaire Procureur général du Canada c. Bedford et apportant des modifications à d'autres lois en conséquence (Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation)***.

Le projet de loi proposé pour régler des problèmes liés à la prostitution vise à : protéger les personnes qui vendent leurs propres services sexuels contre l'exploitation; protéger les collectivités contre les torts causés par la prostitution; et réduire la demande pour les services sexuels. Pour ce faire, le gouvernement du Canada propose de nouvelles infractions et la modernisation d'infractions existantes.

Le gouvernement du Canada a aussi pour but d'apporter un soutien aux personnes vulnérables afin de les aider à abandonner la prostitution grâce à un nouveau financement de 20 millions de dollars qui serviront principalement à financer des programmes pouvant aider les personnes à cesser de se prostituer.

Pour obtenir plus de renseignements :

<http://www.parl.gc.ca/legisinfo/BillDetails.aspx?Mode=1&billId=6635303&Language=F>.

Occasions de financement

Le **Fonds d'aide aux victimes** de Justice Canada permet d'offrir une aide financière sous forme de subventions et de contributions à des particuliers, des organismes et des gouvernements provinciaux et territoriaux pour appuyer la mise sur pied de projets et d'activités qui encouragent l'innovation à l'égard des services aux victimes, améliorent les services existants, facilitent l'accès à la justice, améliorent la capacité des fournisseurs de services, favorisent l'établissement de réseaux d'aiguillage et sensibilisent le public à l'égard des services offerts aux victimes d'actes criminels et à leur famille, y compris les victimes de traite de personnes.

Pour obtenir des renseignements sur le Fonds d'aide aux victimes et sur la façon de présenter une demande : <http://www.justice.gc.ca/fra/jp-cj/victimes-victims/>.

Études et publications

GUIDE POUR LA VÉRIFICATION LOCALE DE LA SÉCURITÉ : PRÉVENTION DE LA TRAITE DE PERSONNES ET DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION CONNEXES

Le *Guide pour la vérification locale de la sécurité* de Sécurité publique Canada (SP) est conçu afin d'aider à la conception de plans d'action stratégiques pour prévenir la traite de personnes et les autres formes de violence et d'exploitation connexes dans les centres urbains du Canada et pour remédier aux facteurs qui rendent certains groupes plus vulnérables que d'autres à l'exploitation sexuelle ou au travail forcé.

Le guide s'adresse particulièrement : aux représentants d'administrations provinciales, territoriales et locales et aux fournisseurs de services qui sont responsables des politiques liées à la traite de personnes ou aux activités d'exploitation connexes ou qui y participent; aux organisations nationales, comme la Fédération canadienne des municipalités et le Comité de la prévention du crime de l'Association canadienne des chefs de police; et aux organisations non gouvernementales œuvrant à l'échelle locale et nationale dans le domaine de la traite de personnes et de l'exploitation connexe

Le guide aidera les villes canadiennes qui ont déjà établi des partenariats et des stratégies complètes de prévention du crime à effectuer leur travail en se concentrant en profondeur sur la traite de personnes et d'autres questions relatives à l'exploitation. Les villes qui n'ont toujours pas établi une telle approche, mais qui s'intéressent aux questions liées à la traite de personnes et à l'exploitation, pourront l'utiliser comme outil autonome.

Le guide se trouve à l'adresse suivante :

<http://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/lcl-sfty-dtgd/index-fra.aspx>.

L'INCIDENCE DE LA TRAITE DE PERSONNES EN ONTARIO – INITIATIVE DE RECHERCHE DE LA COALITION ONTARIENNE

Du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2013, 551 cas de traite de personnes ont cité l'Ontario comme point de départ, de transit ou d'arrivée. Les constatations d'un rapport diffusé par l'équipe de l'initiative de recherche de la Coalition ontarienne révèlent qu'il est urgent que la province apporte des améliorations au système, révisé sa législation sur le bien-être de l'enfance, finance des refuges et développe un plan d'action provincial et crée un groupe de travail provincial qui adoptera une approche proactive quant à la lutte contre la traite de personnes. Environ 63 % des victimes de la

traite de personnes qui ont été amenées en Ontario, sont passées par la province ou encore y ont été enlevées sont des citoyens canadiens. En Ontario, la région du Grand Toronto représente la destination la plus courante de la traite des personnes; la ville de Toronto est aussi un point de transit important, agissant comme le carrefour de plusieurs routes de traite. Télécharger gratuitement le rapport complet : http://www.allianceagainstmmodernslavery.org/events/release_of_research_report_on_human_trafficking_in_ontario.

RAPPORT DES ÉTATS-UNIS SUR LA TRAITE DE PERSONNES – 2014

Le 20 juin 2014, le Département d'État des États-Unis a publié le *2014 US Trafficking in Persons Report* qui offre une vue d'ensemble de la nature et de la portée des activités liées à la traite de personnes ainsi que des efforts du gouvernement pour réduire celles-ci. Le rapport de 2014 est offert en formats PDF et HTML. Pour consulter le rapport et voir les explications sur le Canada :

<http://www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/2014/index.htm>.

Proposer des articles

Pour proposer des articles sur des activités, des événements ou des nouvelles concernant la traite de personnes, envoyez vos suggestions à HTT.GTTP@ps-sp.gc.ca.

Coordonnées

Pour en savoir davantage sur le bulletin d'information ou pour être ajouté à la liste de distribution, veuillez envoyer un courriel à HTT.GTTP@ps-sp.gc.ca.

Pour consulter le bulletin en ligne :

<http://www.publicsafety.gc.ca/cnt/cntrng-crm/hmn-trffckng/rsrccs-eng.aspx> (anglais)

<http://www.securitepublique.gc.ca/cnt/cntrng-crm/hmn-trffckng/rsrccs-fra.aspx> (français)

Le présent bulletin d'information est distribué un maximum de quatre fois par année par la **Division des crimes graves et du crime organisé** de **Sécurité publique Canada** et son contenu est fourni par les intervenants canadiens œuvrant dans la lutte contre la traite de personnes. Sa pertinence repose sur l'information fournie par nos partenaires. Le contenu et les renseignements contenus dans ce bulletin ne correspondent pas nécessairement aux vues du gouvernement du Canada ou de Sécurité publique Canada.